

Etre journaliste en Algérie dans les années 70

par Paul Balta

Né à Alexandrie et y ayant vécu dix-huit ans, spécialiste du Proche-Orient, j'avais accepté, en 1973, le poste de correspondant du *Monde* en Algérie, d'où je devais couvrir les autres pays du Maghreb (Libye, Tunisie, Maroc, Mauritanie et, à partir de 1975, le conflit du Sahara occidental). A mon retour en France en 1978, j'ai été nommé chef de la rubrique Maghreb tout en continuant à m'intéresser au Machrek (révolution en Iran, première guerre du Golfe, etc.).

C'est ainsi que je suis devenu familier de l'autre volet du monde arabe et de l'islam de rite malékite ce qui était plutôt rare en France chez les diplomates, les universitaires et les journalistes qui étaient, le plus souvent, soit des spécialistes du Machrek, soit des connaisseurs du Maghreb. En Algérie, j'ai également appris la patience !

Je dirais d'emblée que le poste d'Alger et, dans une moindre mesure, ceux de Tunis et de Rabat où *Le Monde* avait des correspondants locaux¹, sont parmi les plus difficiles et les plus éprouvants pour plusieurs raisons, principalement : 1. le passé colonial de la France avec ses conséquences positives et négatives. 2. la langue française parfaitement maîtrisée par les élites de ces pays, qui nous lisaient directement et voulaient trouver « leur vérité » dans le journal. 3. le prestige du *Monde*.

Je pense qu'il n'est pas inintéressant de signaler qu'entre 1970 et 1980, les ventes du journal en Algérie ont oscillé entre 5 000 et 20 000 exemplaires ; la distribution dans les trois pays (elle était quasi

1. *Le Monde compte des journalistes permanents qu'il détache dans un poste avec leur famille et des correspondants locaux, recrutés sur place avec un statut de pigiste.*

nulle en Libye et très faible en Mauritanie) a représenté à l'époque près de 50 % des ventes à l'étranger qui étaient d'environ 90 000 exemplaires sur un tirage moyen de 450 000 exemplaires.

Le correspondant du *Monde* en Algérie (et dans une certaine mesure celui de l'Agence France Presse) était – et demeure – confronté à des lectorats multiples, contrairement à ceux qui sont à Moscou, Pékin, Tokyo, Washington, etc. Il y avait d'abord les lecteurs de France qui formaient évidemment la majorité ; dans l'ensemble, ils ne connaissaient pas l'Algérie mais étaient persuadés de la connaître ; il y avait aussi ceux qui, y ayant vécu (pieds-noirs, pieds-rouges) avaient des préjugés, favorables ou défavorables.

En Algérie même, les lecteurs avaient des intérêts différents et souvent diamétralement opposés : le lecteur algérien de base, partisan du régime ou opposant ; les dirigeants et hauts fonctionnaires appartenant à des clans différents ; les coopérants français et les membres de l'ambassade de France ; les ambassadeurs des pays voisins « frères », mais néanmoins rivaux ; les diplomates des grandes puissances pour qui *Le Monde* était un enjeu et ceux qui, ne disposant pas de beaucoup de collaborateurs, utilisaient le journal pour rédiger leurs dépêches. Le correspondant devait donc (doit toujours) constamment faire preuve de vigilance et résister à toutes sortes de pressions contradictoires.

Les conditions de travail à Alger étaient plus difficiles qu'à Tunis et à Rabat : héritage de la guerre d'Algérie, les responsables avaient (ont toujours) un goût du secret poussé à l'extrême. A titre d'exemple, lors d'un voyage de Boumediène à Cuba, un chef de département du ministère des Finances avait refusé de me donner les chiffres concernant les échanges bilatéraux (chiffres figurant dans les publications officielles, difficiles, il est vrai, à se procurer ; je les avais prêtées à un confrère et ne les avais pas sous la main) sans l'autorisation de son ministre, en déplacement pour deux jours, et du secrétaire général, en réunion pour plusieurs heures...

Deuxième difficulté : la presse algérienne, très contrôlée, était une source d'information médiocre et à manier avec précaution. Certes, avec le temps, les « algérianologues » décelaient des éléments en lisant entre les lignes, mais ce décryptage était plus éprouvant que gratifiant. Dans un tel contexte, les rumeurs allaient bon train et tout l'art du correspondant consistait à trier le vrai et le faux. Selon l'une d'elles, Boumediène devait se rendre au Proche-Orient. J'appelle la présidence : mes interlocuteurs étaient absents et les autres ne savaient rien ; même réaction au ministère de l'Information. Finalement, le lendemain, je lis sur le fil de l'APS (Algérie Presse Service) qui n'avait pas annoncé le départ du chef de l'Etat, sans doute pour des raisons de sécurité : « *D'après l'agence SANA (Syrie), le président Boumediène aurait décollé d'Alger et serait en route pour Damas.* » Admirez les conditionnels !

Troisième problème permanent : le système de la censure. Il faut d'abord savoir qu'en Algérie (comme dans les deux autres pays), le nombre d'exemplaires autorisés à l'importation était fixé par le ministère de l'Information. Ce ministère et d'autres (dont les Affaires étrangères, le Tourisme, l'Industrie...) essayaient, de façon plus ou moins habile, de faire pression sur les services commerciaux du journal (nombre d'exemplaires autorisés, saisies, placards publicitaires et appels d'offres des sociétés nationales, etc.) pour qu'à leur tour, ils tentent de persuader la rédaction en chef et les rédacteurs de faire preuve de « compréhension ». Ils avaient même suggéré que nous fassions une édition spéciale « Algérie », tirée à 25 000 exemplaires, expurgée des informations litigieuses.

Le Monde arrivait à Alger en milieu d'après-midi et était stocké à l'aéroport. Un motard de la gendarmerie allait prendre une cinquantaine d'exemplaires qu'il distribuait aussitôt (Président, secrétaire général de la présidence, ministres...); il en déposait aussi au ministère de l'Information, au bureau du censeur, M. Aït Wali, qui l'épluchait à partir du lendemain matin en soulignant au stabilo les passages qui, à ses yeux, posaient problèmes : il pouvait s'agir d'un article sur Israël ou sur le Maroc, d'un éditorial sur un autre pays arabe, d'un placard publicitaire sur les droits de l'homme et, évidemment, de tout ce qui pouvait concerner l'Algérie.

Officiellement, le Bureau de contrôle de la presse internationale ne « censurait pas », « n'interdisait pas » : il donnait ou non « l'autorisation de mise en vente », considérée non comme une décision politique, mais comme une « mesure d'ordre commercial ». Le censeur expliquait tout cela avec beaucoup de sérieux et soulignait, sans ironie, que *Le Monde* pouvait « rapatrier ses exemplaires ». Ce qui aurait ajouté à la perte sèche des invendus le prix du fret du retour ! Dans certains cas, pour des raisons qui ne m'ont jamais paru très claires, il retardait la diffusion de vingt-quatre ou quarante-huit heures ; attendait-il un feu vert du ministre, voire de la présidence de la république ? Voulait-il réduire la vente des numéros les plus anciens ?

Je dois préciser également qu'il y avait plusieurs niveaux de censure. Dans le premier cas, le journal n'était pas mis en vente, mais les ministères et organismes officiels avaient droit à leurs exemplaires (plusieurs centaines au total); deuxième niveau : interdiction pour tous. Enfin, il est arrivé, mais ce fut exceptionnel, que la censure s'étende aux exemplaires qui arrivaient par la poste et qui, dès lors, n'étaient pas distribués aux abonnés. Si j'ai bonne mémoire, ce fut le cas, entre autres, quand j'avais annoncé que Ferhat Abbas et Youssef Ben Khedda avaient été assignés à résidence après avoir remis à quelques journalistes (du *Monde*, de l'AFP, de *Jeune Afrique*) un appel critiquant le régime (*Le Monde* daté du 12 mars 1976).

Qu'est-ce qui donnait lieu à censure ? J'ignore si le président Boumediène avait donné des directives ou si le censeur préférerait se prémunir en censurant ce qui aurait pu déplaire au chef de l'Etat ; en tout cas, toute information concernant Ahmed Ben Bella et même le seul fait de citer son nom nous valait d'être interdits à la vente. Il en allait de même pour Si Hamza Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, que Taleb Ibrahim, ministre de l'Information, considérait comme « un traître », et pour les informations émanant de Rabat, Paris ou Genève concernant, entre autres, des opposants comme Mohamed Boudiaf ou Aït Ahmed et les activités de leurs partis respectifs. Quand c'était possible, la rédaction en chef regroupait les dépêches dans un seul numéro pour éviter les saisies en cascades.

Étaient également censurés les articles jugés trop critiques à l'égard de tel ou tel aspect de la politique de l'Algérie ; les informations sur le conflit du Sahara occidental qui exposaient la thèse marocaine ou faisaient état d'un revers de l'armée algérienne comme pour la bataille d'Amgala II (février 1977). Il faut dire aussi que lorsque l'avantage revenait au forces du Front Polisario, c'est au Maroc que nous étions saisis. Ces saisies me paraissaient d'autant plus absurdes et vaines que les lecteurs du *Monde*, dans leur très grande majorité, écoutaient RFI, la BBC, les radios marocaines et tunisiennes et étaient très bien informés. En outre, dans les trois pays, les articles incriminés étaient photocopiés et circulaient sous le manteau au sein des administrations ! Les interdictions me valaient aussi des appels téléphoniques des ambassadeurs qui n'avaient pas réussi à se procurer une photocopie et voulaient avoir une idée du contenu avant de téléphoner à leurs collègues de Paris pour qu'ils leur lisent le ou les articles censurés.

Dans ce contexte difficile, ma femme, Claudine Rulleau-Balta, a apporté une très utile contribution à mon travail de correspondant, et pas seulement en organisant des réceptions ! Elle disait d'ailleurs avec humour qu'elle était le « *demi-Monde* ». Au bout d'un an, la BBC lui avait demandé d'assurer la correspondance, mais cela était peu connu.

Au demeurant, les autorités algériennes accordaient alors peu d'importance à la presse étrangère s'exprimant dans des langues autres que la française et, dans une moindre mesure, l'arabe. Je veux dire que telle information qui aurait valu au *Monde* une saisie passait sans problème dans le *Times*, le *Financial Times*, sur le fil anglais de Reuter, d'AP, d'UPI, le fil espagnol d'EFPE ou le fil italien d'ANSA.

Je reviens à Claudine Rulleau. Lors des réceptions officielles, des dîners en ville ou des cocktails dans les salons, les femmes (et parfois aussi les hommes) parlaient plus librement devant elle que devant moi, et c'était une source appréciable d'informations. En outre, des personnes qui voulaient me faire parvenir un message particulier ou une nouvelle peu conformiste passaient par son truchement tout en ayant

ostensiblement évité de m'aborder tout au long de la soirée pour le cas où un agent de la SM (Sécurité militaire) aurait été présent.

Autre élément qui avait facilité ma connaissance du pays et donc ma tâche : la possibilité pour les journalistes de se déplacer librement et sans autorisation préalable (contrairement aux diplomates) sur tout le territoire, à l'exception, à partir de la fin de 1975, de la région de Tindouf, en raison du conflit saharien. La quasi totalité des envoyés spéciaux étrangers qui venaient en Algérie pour la première fois étaient persuadés que les correspondants ne pouvaient sortir de la région d'Alger. En réalité, contrairement à une opinion très répandue, l'Algérie s'est moins inspirée du modèle soviétique que de l'expérience de la Yougoslavie de Tito et de l'Inde de Nehru. Je dirais que « l'option socialiste » du régime de Houari Boumediène était un mélange de nationalisme spécifiquement algérien, d'islam contrôlé, de jacobinisme à la manière d'Ataturk, de bureaucratie héritée du colonialisme français, de socialo-tiermondisme à la Yougoslave et de système « D » méditerranéen.

Le récit de cet itinéraire personnel serait bien incomplet si je ne parlais de mes relations avec Boumediène. Au cours des cinq années que j'ai passées en Algérie, j'ai eu avec lui un peu plus de cinquante heures d'entretiens en tête-à-tête. C'est considérable si l'on pense que nombre d'ambassadeurs ne l'ont rencontré qu'en remettant leurs lettres de créance et à l'occasion de leur départ, et qu'il n'a pratiquement pas reçu de correspondants.

Ces entretiens ont donné lieu à des interviews officielles ou à des interviews « *off the record, à la mode américaine* », selon sa propre expression, mais la plupart se sont limitées à des conversations très libres sur l'Algérie, le Maghreb, le monde arabe, l'islam et les rapports Nord-Sud. A mon arrivée, à l'été 1973, je ne connaissais pas Boumediène. Lui, en revanche, était un lecteur assidu et vigilant du *Monde* et il s'était fait envoyer par Mohamed Bedjaoui, ambassadeur à Paris, mon livre, « *La politique arabe de la France* », paru en avril. Je l'ai rencontré à l'occasion de notre première interview, quelques jours avant le IV^e sommet des non-alignés, début septembre 1973.

Selon le protocole, nous avions parlé de choses et d'autres, dans un salon, pendant qu'opéraient les photographes et les cameramen de la RTA. Après quoi, nous étions passés dans son bureau ; il m'avait invité à prendre place dans une petite loggia où il n'y avait que deux fauteuils ; j'ai su par la suite que c'était là un privilège réservé à des amis ou à des personnes à qui il voulait manifester un égard particulier. Le Dr. Amimour, responsable du service de presse de la présidence, avait dû s'asseoir, faute de place, légèrement en retrait. Ce fut la première et la dernière fois qu'il assista à un de nos entretiens.

J'avais été informé que Boumediène ne parlait qu'en arabe lors de ses interviews officielles. Je lui avait dit que cela ne me dérangeait pas puisqu'à Alexandrie, au collège Saint-Marc, j'avais appris un arabe classique un peu archaïque. Il commenta : « *Hélas, hélas, et depuis, ça n'a pas changé dans le monde arabe* ». Il ajouta qu'il appréciait mes articles « *parce qu'ils faisaient comprendre les pays arabes de l'intérieur* » et que je formulais mes critiques sans les dénigrer. Puis, après un silence : « *Monsieur Balta, vous avez beaucoup fait pour la culture arabe et pour notre dignité. Nous avons commencé cet entretien en français, nous continuerons donc en français* ». Et il en fut toujours ainsi par la suite.

Ces entretiens – dont la périodicité était très variable – étaient pour moi précieux à bien des égards. En premier lieu, ils m'éclairaient sur la marche du pays et sur les relations extérieures de l'Algérie car mon interlocuteur répondait très librement, je le répète, à mes questions. Il le faisait même avec humour, ce que ceux qui ne le connaissaient pas avaient du mal à imaginer, compte tenu de sa réputation – réelle – d'austérité.

J'ouvre ici une parenthèse qui me paraît révélatrice. Dans une interview qu'il m'avait accordée (*Le Monde* du 4 février 1974), en pleine crise pétrolière et à la veille d'une rencontre difficile entre Européens et Américains, il avait eu cette formule reprise en titre à la une du *Monde* : « *Si les Européens s'inclinent devant le gros bâton américain, ils passeront à nouveau à côté de l'histoire* ». A quelques temps de là, d'après le récit que m'en avaient fait le Président et l'ambassadeur des Etats-Unis, Henry Kissinger, au cours d'un entretien avec Boumediène, avait brandi ce numéro du journal en s'exclamant : « *Je présume, Monsieur le Président, que le journaliste a déformé votre formulation* ». Réponse : « *Non, Monsieur le Secrétaire d'Etat. Pourquoi un chef d'Etat n'aurait-il pas le droit de dire ce qu'il pense ?* »

Deuxième avantage de ces entretiens : ils m'avaient donné accès à plusieurs ministres qui refusaient systématiquement de recevoir les journalistes (contrairement à leurs collègues marocains et tunisiens), mais ne pouvaient faire moins que le chef de l'Etat à mon égard. Enfin, ils avaient suscité une certaine émulation chez les autres chefs d'Etat du Maghreb.

Je dois avouer que j'étais privilégié par rapport à la plupart de mes confrères, ce qui n'était pas toujours une position confortable. Je crois aussi que le fait d'être né à Alexandrie de mère égyptienne, de savoir la langue arabe, de bien connaître le monde arabe, l'Iran, la Turquie et la religion musulmane, ont largement contribué à cette situation, non seulement en Algérie, mais aussi dans l'ensemble du Maghreb et au Machrek. A l'époque, il faut le souligner, c'est ce qui faisait la force du *Monde* avec Eric Rouleau et Jean Gueyras, tous deux nés au Caire.

Je crois aussi que j'ai eu beaucoup de chance par rapport à mes prédécesseurs et à mes successeurs : j'ai travaillé pendant la période la plus faste de l'Algérie, après l'indépendance, avec la mise en place des institutions sur le plan intérieur (Charte nationale, en 1977, puis Constitution et Assemblée nationale), le développement des infrastructures économiques grâce au boom pétrolier et l'épanouissement de la politique étrangère (sommet des non-alignés, sommets arabes, premier sommet de l'OPEP, lancement par l'Algérie à l'ONU du Nouvel ordre international, etc.) De la chance aussi parce que je suis rentré à Paris en septembre 1978 et que *Le Monde* m'a envoyé à Téhéran où j'ai couvert la révolution iranienne, un des événements du siècle, et que je n'ai donc pas eu à rendre compte de l'agonie de Boumediène.

Au cours des dernières années, on m'a demandé si j'avais perçu alors des signes pouvant laisser présager l'explosion de la violence islamiste telle que nous la connaissons depuis 1990-1991. Il est toujours facile de réécrire l'histoire après coup. Je m'en tiendrai donc à des observations qui figurent dans les articles que j'ai publiés entre 1973 et 1978.

En réalité, Boumediène avait fermé les yeux sur les « affaires » réalisées, entre autres, par certains ministres, mais c'est sous le régime de Chadli Bendjedid que le phénomène de la corruption a pris une ampleur sans précédent. Néanmoins, dès 1973, on pouvait déceler des signes de mécontentement. « *A l'indépendance, nous étions tous égaux dans la pauvreté. Comment se fait-il qu'aujourd'hui, tel ministre originaire comme moi de Tébessa, avec qui j'étais au maquis, a une villa à Alger et une autre là-bas ?* » me disait un fonctionnaire. Dans un article sur l'économie (*Le Monde* du 20 avril 1974), je relève trois intertitres : « chômage », « délinquance », « défaillances du FLN ».

Autre problème : la façon dont a été réalisée l'arabisation, thème auquel j'ai consacré plusieurs articles dont un le 24 janvier 1974. Certes, Boumediène voulait faire de l'arabe « *la langue du fer et de l'acier* » et Mostefa Lacheraf, ministre de l'Education, entendait rénover la pédagogie (*Le Monde de l'Education*, décembre 1977). Toutefois, la grande majorité des enseignants venaient du Proche-Orient ; ils étaient de faible niveau. En outre, la plupart des Egyptiens et nombre de Syriens étaient des Frères musulmans. J'en avais parlé à Boumediène qui avait marqué de l'agacement, puis m'avait dit : « *Je sais, mais je n'avais pas le choix, il fallait arabiser.* »

Fin 1974, un tract signé « *Ansar al choura* » (les partisans de la consultation) déclarait : « *Les principes de l'islam sont scandaleusement piétinés... Nous constatons une baisse de la moralité publique, la dégradation des mœurs, la corruption, le gaspillage, l'alcoolisme.* » Il réclamait aussi « *une constituante élue... qui ne soit pas en contradiction avec les enseignements de l'islam* ». Je l'avais signalé dans une

Trajectoires personnelles

série de deux articles, « *Le tournant socialiste en Algérie, I - La guérilla de la bourgeoisie ; II - Une nouvelle stratégie* » (*Le Monde*, 28 et 29-30 décembre 1974).

Cela dit, franchement, je n'ai jamais imaginé à l'époque que la situation pourrait se dégrader au point où elle est en 1994, donc vingt ans après. En 1979, en rentrant d'Iran, le journal m'avait envoyé en reportage au Maghreb ; je dois dire que l'onde de choc de la révolution iranienne m'avait paru plus visible et plus nette en Tunisie et au Maroc qu'en Algérie. Peut-être aurais-je dû accorder plus d'importance au penseur Maled Bennabi qui avait écrit sur sa porte « *Nul n'entre ici s'il n'est ingénieur* », mais il est mort en 1973 et je ne l'ai pas connu personnellement. Le premier coup d'éclat n'a eu lieu qu'en août 1985, lorsque des islamistes ont attaqué une caserne de gendarmerie et que Bouyali a pris le maquis ; il a été tué en janvier 1987.

Autre élément à mes yeux très important : la démographie. La population algérienne est passée de 10 millions d'habitants en 1962 à 25 millions en 1992. Comparant l'évolution du peuplement de l'Algérie et de la France depuis 1830, Boumediène estimait que son pays était sous-peuplé. Il était donc hostile à la planification des naissances et affirmait que la solution était dans le développement. Je lui avais cité les discours de Gamal Abdel Nasser : le président égyptien avait tenu les mêmes raisonnements, mais avait fini par admettre que la contraception était l'affaire de l'Etat car la démographie galopante grignotait les acquis du développement. Ce n'est que peu avant sa mort que Boumediène m'a semblé avoir pris conscience de cet enjeu. Sans doute était-ce trop tard.

Je conclurai ces quelques réflexions par une question : si la presse algérienne avait été libre depuis le début des années 70, l'Algérie serait-elle dans la situation où elle se trouve aujourd'hui, un quart de siècle plus tard ?

DEBAT

SAMIR KASSIR L'Algérie fait partie de ces sujets qui, en France, appartiennent au domaine public en permanence. Tout un chacun se croit autorisé à en parler, dans les partis, dans les journaux – et pas seulement les spécialistes et les correspondants – voire dans les émissions de variétés. Comment réagit le spécialiste confronté à cette sagesse populaire ? En d'autres termes, as-tu parfois le sentiment que ce que tu savais de l'Algérie était en contradiction avec ce qui se disait dans le débat public, y compris dans la grande presse ? Pour ma part, j'ai toujours eu l'impression quand je lis la presse française qu'elle divise l'Algérie en quatre catégories qui ne peuvent jamais se rencontrer : l'armée, les femmes, les Kabyles, les islamistes. J'ai l'impression qu'on n'en envisage jamais les recoupements possibles, comme le serait le cas d'une femme kabyle qui aurait épousé un militaire arabophone et qui aurait des enfants islamistes.

AKRAM BELKAÏD En écoutant Paul Balta, je suis revenu en arrière dans les années 70, où il fallait sortir à 4 heures de l'après-midi et que mes parents me donnaient quatre dinars pour aller acheter *Le Monde* qui était en situation de pénurie permanente. A l'époque déjà, il y avait une espèce d'avidité de lecture que l'on retrouve jusqu'à ce jour, pour les écrits autres qu'algériens, notamment français.

Ma deuxième remarque, c'est au sujet de Boumediène. Son charisme a été très important, à tel point qu'aujourd'hui, en Algérie, il y a beaucoup de nostalgiques de cette époque. Et ça, c'est très dangereux parce que dans des situations de crise, cette nostalgie amène parfois à regretter des situations où des régimes qui sans l'être vraiment étaient tout de même totalitaires, dans la mesure où ils s'opposaient à la diffusion d'idées autres que les leurs et aux libertés individuelles. L'un des rôles des journalistes est de démystifier cette époque, de dire que les fondements de la crise actuelle, même si ce n'était pas perceptible sur le moment, remontent à Boumediène, par ses contradictions, par sa manière de jouer sur le glaive et la promesse, entre ces courants qu'il a toujours aidés à se développer en les opposant, les berbéristes d'un côté, et les islamistes de l'autre.

GHANIA MOUFFOK Monsieur Balta, vous avez été un témoin privilégié de la période Boumediène et j'aimerais savoir s'il vous est arrivé de parler de démocratie avec le Président. Je pose cette question parce que, quand on relit l'histoire immédiate de l'Algérie jusqu'à après l'indépendance, on est frappé par l'absence de revendication démocratique. Il y a toujours eu des critiques lui reprochant de s'éloigner du socialisme ou de l'islam, mais je suis très frappée par la

faiblesse de la revendication démocratique en Algérie. Chez nous, longtemps, le mot démocratie est resté un peu identifié au monde des affaires, au libéralisme, j'aimerais savoir si vous en parliez.

RIAD BEN FADHEL La presse algérienne reste l'une des plus ouvertes des pays du Maghreb, l'une des plus libres, et c'est une presse où il y a un véritable travail d'investigation. Je crois que c'est un sujet de réflexion sur la dichotomie qui existe entre une presse relativement libre et un blocage de la société. Aujourd'hui, la liberté de la presse n'est plus une garantie de démocratie, l'exemple turc le prouve depuis plusieurs années et l'exemple algérien d'une manière complètement absurde le prouve aussi.

PAUL BALTA Je vais tenter de répondre à certaines questions en interrogeant l'attitude du journaliste face aux événements et face à son public. A l'époque dont je parle, du côté français, l'image globale de l'Algérie était négative. Moi j'étais étranger à l'Algérie, j'arrivais d'Egypte, je connaissais le Proche-Orient, je connaissais mal l'Algérie, je l'avais à peine traversée en 1954, en allant d'Alexandrie à Paris en voiture. Or, si dans le système de Boumediène, il y avait des choses négatives, il se faisait aussi beaucoup de choses intéressantes. Alors mon problème était d'un côté de dire à mes lecteurs français : « Les Algériens ne sont pas ces minables que vous pensez. » Parce qu'il ne faut pas oublier que beaucoup de Français, après la guerre d'Algérie, pensaient que les Algériens n'allaient pas s'en sortir. C'était en quelque sorte l'analyse de base, y compris d'une partie de la presse française. De ce point de vue, j'étais un peu à contre-courant, et on disait : « *Balta, il est vendu à Boumediène.* » D'un autre côté, j'avais ma conscience, ma façon de voir. C'est vrai qu'il y avait un certain nombre de choses qui me choquaient, que ce soit la censure, la révolution industrielle ou la révolution agraire, et j'en ai parlé. Mais tout n'était pas négatif. A propos de la révolution agraire, par exemple, si elle a été un échec, en revanche la mobilisation des jeunes pour la faire réussir était intéressante. Dans ce contexte, ce n'était pas toujours facile de faire passer les messages, j'essayais, à la fois de montrer les côtés positifs de l'Algérie, du moins aux Français, et aux Algériens, et aussi ce qu'il pouvait y avoir de choquant et d'anormal dans le système. Il y a une part d'équilibrisme dans cette démarche, ce n'est pas facile et je crois qu'en même temps c'est ça l'honneur de notre profession.